



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

Problèmes financiers dans l'agriculture des Etats-Unis

M. DRABENSTOTT

L'agriculture des Etats-Unis traverse actuellement les plus grandes difficultés financières qu'elle ait connues depuis la Grande Dépression. Le revenu agricole stagne à des niveaux inacceptables pour de nombreux exploitants. La valeur des actifs agricoles a diminué brusquement. Les exportations agricoles se sont effondrées et les greniers à blé débordent. Cette crise entraîne des problèmes financiers de grande ampleur dans tout le secteur : nombre croissant d'exploitations mises en liquidation, faillites bancaires, restructurations de l'agro-industrie. Après la période bénéfique des années 70, l'agriculture américaine se trouve confrontée à une très dure réalité.

C'est dans la conjoncture de ces années 70 qu'il faut rechercher les racines du mal - extension rapide des marchés d'exportation, montée en flèche de l'inflation - ainsi que dans le recours excessif des agriculteurs à l'emprunt pour faire face à cette situation. Autre source de difficultés : la nécessité d'être concurrentiel sur le marché du capital et des produits au niveau international. Tous ces ajustements ont touché de plein fouet les agriculteurs et leurs créanciers.

Nous exprimerons dans cet article la conviction que l'agriculture américaine va connaître, pendant encore quelques années, des difficultés financières. Dans la première partie de notre exposé, nous traiterons de l'étendue actuelle de la crise et, dans la seconde partie, nous discuterons de quelques-unes de ses causes. D'après cet examen, les difficultés devraient se maintenir dans un avenir prévisible ⁽¹⁾.

DIMENSIONS DE LA CRISE FINANCIÈRE DE L'AGRICULTURE

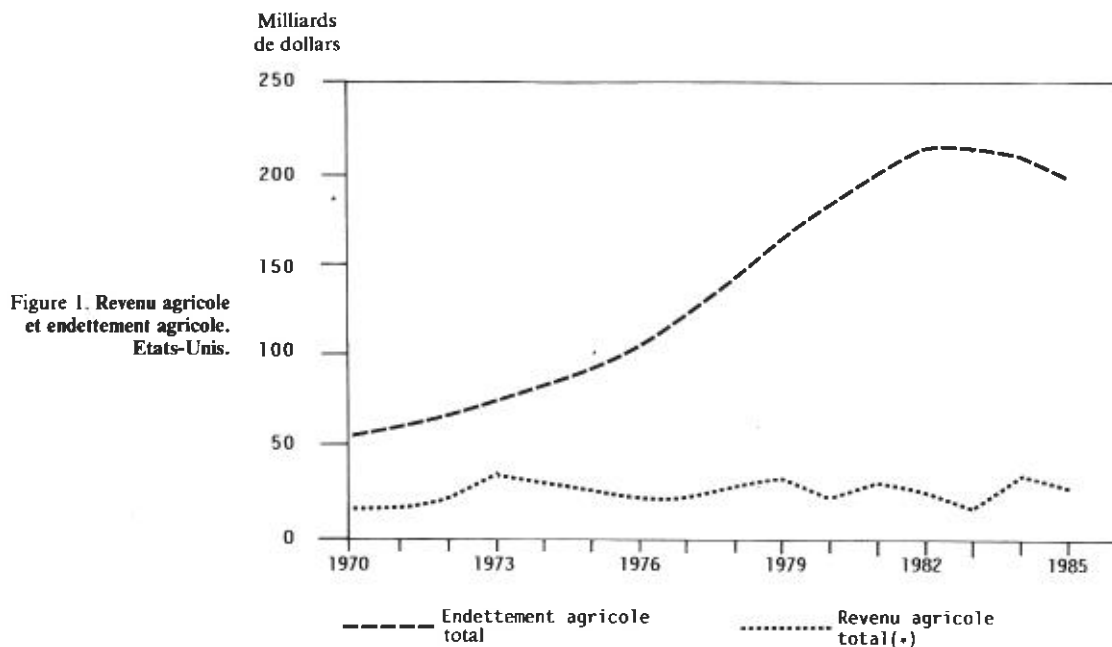
Le problème fondamental de l'agriculture américaine est celui de l'endettement. A l'image des pays en voie de développement, les agriculteurs américains se sont endettés en s'appuyant sur des prévisions trop optimistes qui ne se sont pas réalisées. Trompés par des prévisions de hausse des revenus et par des indicateurs de prix faussés par l'inflation, les agriculteurs se sont endettés à outrance dans les années 70, pour financer la croissance et pour masquer les difficultés du service de leur dette à court terme.

Au début des années 70, l'endettement des agriculteurs représentait à peu près trois fois le revenu agricole, mais en 1985, il s'est élevé à huit fois celui-ci (fig. 1). Les difficultés financières semblent concentrées au niveau des exploitations familiales de taille commerciale. Il y a environ 2,4 millions d'exploitations aux Etats-Unis. Parmi ces exploitations, 1,7 million ressortissent à la catégorie « temps partiel » et ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 40 000 dollars. Ces exploitations vivent essentiellement de revenus extra-agricoles et sont donc financièrement saines. C'est dans le quart restant, les quelque 635 000 exploitations dites « commerciales », qu'apparaissent les plus grandes difficultés financières.

C'est par leur taux d'endettement que l'on peut distinguer les exploitations commerciales en bonne santé de celles qui ont des difficultés sérieuses. Une étude du ministère de l'Agriculture (USDA) de juillet 1985 illustre bien l'étendue du phénomène (tableau 1). Selon cette source, 20 % des exploitations commerciales (celles dont les ventes dépassent 40 000\$) ont commencé l'année 1985 avec de grosses difficultés, c'est-à-dire avec un cash-flow négatif et un taux d'endettement (dettes/actifs) supérieur à 40 %. Le montant de leur dette (46 milliards de dollars) représente 39 % de la dette totale du secteur des exploitations commerciales, alors que leurs actifs (d'une valeur de 76 milliards de

⁽¹⁾ Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de la Federal Reserve Bank de Kansas City, ni celles du Federal Reserve System.

dollars) ne constituent que 12 % du total des actifs de ce même secteur. Le taux d'endettement, pour ces 129 000 exploitations, s'établit à 60,5 %. Pour rester viables, beaucoup de ces exploitants seront obligés de réorganiser leur entreprise en vendant une partie de leurs biens ou en restructurant leur dette.



Si l'on fixe au taux d'endettement de 70 % le seuil d'extrême difficulté financière, on trouve encore 54 000 exploitations dont on peut dire qu'elles sont menacées de faillite avant un an ou deux. Elles représentent 8,5 % en nombre du secteur des exploitations commerciales, mais 19 % de sa dette, pour seulement 4 % du total de ses actifs. Le montant de l'endettement qu'elles totalisent est exactement aussi élevé que celui de leurs actifs, soit 23 milliards de dollars.

Tableau 1. Répartition de l'endettement agricole.

	Nombre d'exploitations	en %	Dette des exploitations (milliards \$)	en %
Ensemble des exploitations commerciales	635 000	100	120	100
Exploitations en difficulté	129 000	20	46	39
Dont en difficulté extrême	54 000	8,5	23	19

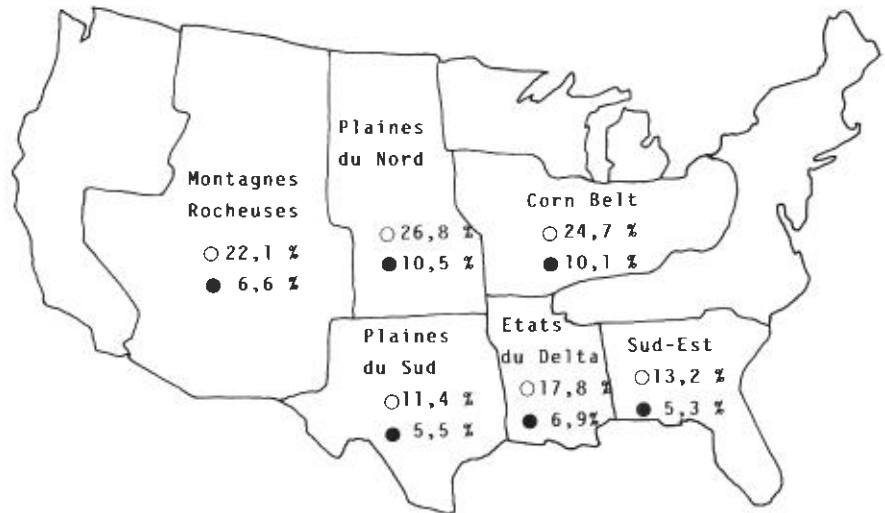
Source : U.S. Department of Agriculture, juillet 1985.

Bien que les difficultés semblent concentrées actuellement dans les États du Midwest et des Grandes Plaines, elles touchent l'ensemble des territoires des États-Unis. La proportion d'agriculteurs ayant un taux d'endettement compris entre 40 et 50 % était plus élevée que la moyenne nationale dans le Nord-Est, les États des Grands Lacs, le Corn Belt et les plaines du Nord (fig. 2). Les

agriculteurs ayant un taux d'endettement supérieur à 70 % étaient plus représentés que la moyenne nationale dans les Etats des Grands Lacs, les plaines du Nord, les Appalaches, le Sud-Est, les Etats du Delta, les plaines du Sud et les Montagnes Rocheuses.

- Exploitants dont le taux d'endettement est supérieur à 40%
- Exploitants dont le taux d'endettement est supérieur à 70%

Figure 2. Exploitants agricoles hautement endettés.



Les établissements prêteurs, de leur côté, ont subi des pertes plus importantes et ont vu augmenter le nombre d'arriérés impayés et d'emprunts non remboursés. Les banques commerciales qui prêtent aux agriculteurs ont subi également des pertes importantes sur les prêts agricoles. Les banques agricoles, banques dont le quart au moins des prêts vont au secteur agricole, perdaient moins, sur les prêts, dans les années 70, que les autres banques. Mais cette situation s'est renversée depuis : les pertes sur les prêts des banques agricoles ont plus que quadruplé depuis 1980 (fig. 3). En 1985, les pertes ont doublé par rapport à l'année 1984. De plus, le nombre croissant de prêts non remboursés annonce des difficultés ultérieures. Fin 1985, le nombre total d'arriérés impayés dans les banques agricoles était supérieur de près de 20 % à celui de l'année précédente. Chose plus préoccupante encore, les prêts « *non accrual* » (2) étaient de 50 % plus élevés que l'année précédente. Ces prêts sont ceux qui ont la plus forte probabilité de ne pas être remboursés.

Jusqu'à une date récente, les faillites étaient plus rares parmi les banques agricoles que parmi les autres banques de taille comparable. En 1985, la proportion de faillites parmi les banques agricoles augmentait par rapport aux autres banques. Sur 120 faillites bancaires aux Etats-Unis, 62 concernaient des banques agricoles.

De même, les pertes ont augmenté dans l'institution de crédit agricole appartenant aux agriculteurs, le Farm Credit System (FCS) Puisque tous les prêts du FCS sont accordés au secteur agricole, sa situation est encore plus fragile que celle des autres banques. Au cours des neuf premiers mois de l'année 1985, une perte de 426 millions de dollars avait déjà été enregistrée sur

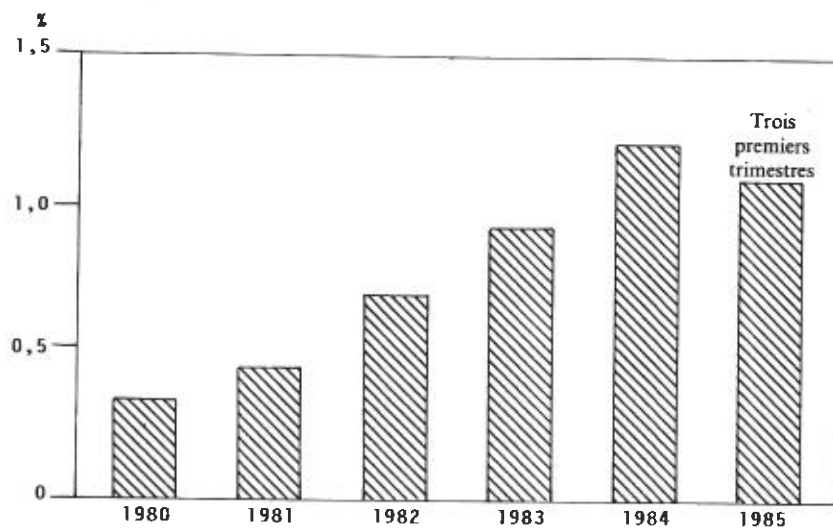
(2) Les prêts « *non accrual* » sont des prêts qui ne rapportent plus d'intérêts (N.d.t.)

un portefeuille de prêts de 74 milliards de dollars. Et le FCS enregistrera certainement son premier déficit en 1985. Paradoxalement, les problèmes qu'a connus le FCS n'ont eu de répercussions sur les taux d'intérêt des obligations que tout récemment. L'écart de rendement entre ces obligations et les titres d'Etat s'est creusé de façon notable seulement après l'annonce, en septembre 1985, par le Gouverneur de la Farm Credit Administration, d'une demande d'aide publique.

Les banques fédérales de crédit foncier (Federal Land Banks), qui sont l'émanation du Farm Credit System pour le crédit agricole hypothécaire, n'ont connu que récemment d'importantes pertes sur prêts et redoutent l'éventualité d'une augmentation sensible des défauts de paiement et des pertes ultérieures sur prêts. Cette perspective d'aggravation s'explique par le fait que les banques et les organismes de crédit à la production (Production Credit Association) hésitent de plus en plus à étendre leurs interventions au financement des achats de terres par les agriculteurs. Tandis que les banques fédérales de crédit foncier sont bien pourvues en capital et que l'on ne s'attend pas à ce que les pertes sur prêts compromettent leur équilibre global, c'est dans les régions où les difficultés économiques sont les plus grandes et où les prix du foncier ont baissé le plus, que les pertes pourraient devenir particulièrement lourdes.

Les banques finançant l'agriculture américaine et le FCS sont certes susceptibles de connaître impayés et pertes en 1986, mais il faut replacer la situation dans son contexte. Ces deux catégories de prêteurs ont beaucoup de ressort ; qui plus est, une loi votée en décembre 1985 stipule que le FCS disposerait d'un crédit supplémentaire consenti par le Trésor Public au cas où la totalité de ses ressources propres serait épuisée en raison des pertes. Ainsi, le système bancaire rural et le FCS se sortiraient tous les deux de la crise actuelle dans des conditions relativement favorables.

Figure 3. Evaluation des pertes sur prêts dans les banques agricoles (en pourcentage du total des prêts).



Source : Conseil des Gouverneurs du Système Fédéral de Réserve

La crise financière s'est également manifestée dans le secteur agroalimentaire. Les capacités de production, de stockage et de traitement, excédentaires au niveau mondial, ont conduit à une restructuration importante des firmes américaines agroalimentaires. Au cours des dernières années, on a vu la fusion et l'acquisition de quelques « monuments » dans ce secteur aux Etats-Unis : International Harvester a fusionné avec J.I. Case, Allis-Chalmers avec Deutz, les Farmland Industries ont vendu leur filiale chargée de l'exportation de produits agricoles à l'Union Equity Cooperative.

L'ORIGINE DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DANS L'AGRICULTURE AMÉRICAINE

La plupart des problèmes financiers de l'agriculture américaine ont leur origine dans l'expansion rapide des années 70. L'origine et les causes actuelles du choc peuvent être mises en évidence en comparant les problèmes fondamentaux tels qu'ils se posaient en 1970 et tels qu'ils se posent aujourd'hui. Une conclusion que l'on peut tirer est que l'agriculture américaine a redécouvert, dans les années 80, un certain nombre de problèmes de base. Alors que les années 70 ont été caractérisées par une prospérité agricole générale, les problèmes épineux des décennies antérieures ont réapparu dans les années 80, accompagnés de nouvelles et dramatiques difficultés.

L'excédent de capacité

Pendant des décennies, les Etats-Unis ont pu produire plus de denrées qu'ils n'en pouvaient consommer. Cette situation a donné naissance à la législation agricole des années 30 qui est encore en vigueur aujourd'hui. L'essor des exportations, au début des années 70, a vidé les greniers à céréales et permis de penser que la capacité excédentaire était un problème résolu.

Pour conquérir de nouveaux marchés d'exportation et obtenir des prix élevés, les agriculteurs américains, dans les années 70, accrurent les superficies cultivées et adoptèrent des pratiques plus intensives. La superficie en céréales (toutes céréales confondues, à destination humaine ou animale) s'est gonflée jusqu'à 171 millions d'acres en 1981, contre 130 millions en 1970. Mais, avec le choc d'une récession mondiale en 1981, le boom des exportations américaines, déjà déclinant, cessa brusquement. Du jour au lendemain, l'agriculture américaine retrouverait le problème des excédents.

Eu égard à la demande alimentaire mondiale actuelle, la superficie cultivée aux Etats-Unis est trop élevée par rapport aux exigences du marché, bien qu'elle ait décliné en 1984 (158 millions d'acres). Les prix, sous le poids d'importants stocks de report, restent bas. En outre, étant donné qu'une grande partie des surfaces devenues productives depuis 15 ans correspondaient à des terres marginales, l'érosion du sol est devenue un problème préoccupant dans de nombreuses régions. Ainsi, la politique agricole doit permettre au marché d'ajuster l'offre à la demande, ou bien concevoir un programme de gel des terres. Certains économistes estiment que 25 à 30 millions d'acres - soit environ un douzième des terres cultivées - pourraient être retirés de la culture (3).

A l'excédent de capacité se combinent les progrès continus de productivité de l'agriculture américaine, qui sont d'environ 1,5 % par an sur longue période. Alors que, dans les années 70, de nombreux analystes croyaient à un ralentissement de croissance de la productivité agricole, l'évolution récente de la biotechnologie laisse prévoir des taux de croissance de la productivité en hausse plutôt qu'en baisse. Les Etats-Unis pourront donc satisfaire la demande alimentaire intérieure avec une superficie en diminution régulière.

Une lente croissance de la demande

Le ralentissement de la croissance de la demande alimentaire américaine et mondiale est étroitement lié à l'excédent de capacité productive. Les Etats-Unis constituent un marché de plus en plus saturé pour les produits alimentaires, et la population s'accroît lentement. De nombreux Américains se sou-

(3) S.R. Johnson, Abner Womack, William H. Meyers, Robert E. Young, II, et Jon Brandt. - *Options for the 1985 Farm Bill: an analysis and evaluation*. Déposition devant le House Budget Committee, audience du 15 février 1985, Atchinson, Kansas.

cient davantage d'alléger que d'enrichir en calories leur alimentation. La consommation par tête de protéines de viande est restée pratiquement stable aux Etats-Unis depuis 1970. Pour les produits laitiers, elle a diminué. Le changement le plus important se situe dans la composition protéique de l'alimentation au niveau national, avec une baisse de consommation de viande rouge et un accroissement de consommation de volaille et de poisson. De surcroît, la consommation totale de céréales exprimée par tête est étroitement liée à la production de viande. Les fermiers américains ne peuvent donc se tourner vers le marché intérieur pour écouler leurs excédents.

On a mis beaucoup d'espoirs, au cours des années 70, dans une croissance rapide de la demande alimentaire des pays en voie de développement. Ces prévisions étaient confortées par la croissance relativement rapide de ces pays. Pendant cette décennie, le produit intérieur brut de tout le Tiers Monde s'est accru au taux annuel moyen de 5,2 %, ce même taux étant de 3 % seulement pour les pays industrialisés. Il en est résulté une expansion des exportations agricoles américaines, particulièrement vers les pays en développement à revenu moyen où une forte croissance, combinée à un accroissement rapide de la population, stimulait la demande alimentaire. Les exportations agroalimentaires vers le Tiers Monde ont été également augmentées par des prêts substantiels à ces pays dans les années 70.

Les prévisions de croissance continue de la demande alimentaire dans les pays en développement ne se sont pas réalisées dans les années 80. La récession mondiale de 1981 et 1982 a laissé nombre de ces pays dans une situation financière et économique critique, que la plupart d'entre eux n'ont pas surmontée.

Tant qu'une croissance économique forte ne sera pas revenue, la demande alimentaire sera faible et les Etats-Unis seront contraints de stocker leurs récoltes.

Renforcement de la concurrence sur les marchés extérieurs

La concurrence accrue qu'affrontent les Etats-Unis sur le marché mondial constitue un autre élément lié aux problèmes de l'excédent de potentiel et de la faible augmentation de la demande. Depuis 1970, de nombreux pays ont réalisé d'importants investissements pour augmenter leur propre capacité de production alimentaire. Les quatre principaux concurrents des Etats-Unis - Argentine, Australie, Canada et CEE - ont accru leur production de 65 % sur les quinze dernières années. En outre, certains Etats, tels que la Chine, la Thaïlande et l'Inde, d'importateurs nets qu'ils étaient, sont devenus exportateurs nets de produits alimentaires, après avoir intensifié leur production. Au total, la production mondiale de céréales (céréales à destination humaine ou animale) a augmenté de 50 % entre 1970 et 1985, tandis que la superficie s'accroissait de 6 %.

En termes nets, les Etats-Unis sont dans l'obligation d'être extrêmement compétitifs en matière de prix. De premier exportateur mondial qu'ils étaient, ils deviennent un fournisseur résiduel, et supportent finalement le poids de stocks importants dans un contexte mondial de faible demande.

Coûts élevés de l'endettement

Les taux élevés de l'intérêt, compte tenu de l'inflation, constituent, dans les années 60, l'un des problèmes majeurs de l'agriculture américaine. Traditionnellement, les taux d'intérêt ont été stables et bas pour les emprunteurs du secteur agricole. Mais la dérégulation des marchés financiers et le déficit budgétaire des Etats-Unis ont fait monter dramatiquement les taux d'intérêt des prêts à l'agriculture. Entre 1976 et 1980, les taux d'intérêt des prêts à l'exploita-

tion agricole pratiqués par le Dixième District de la Federal Reserve Bank étaient en moyenne de 9,7 % (soit 2,9 % en termes corrigés de l'inflation). De 1981 à 1984, le taux moyen a grimpé jusqu'à 15,4 % (8,9 % en termes réels).

L'agriculture ayant de plus en plus recouru au capital par l'achat accru de moyens de production à l'étranger, la hausse des taux d'intérêt s'est avérée particulièrement grave pour ce secteur : en effet, les coûts de production ont été gonflés à la fois directement et indirectement par le prix des moyens de production achetés à l'étranger. L'élévation des coûts de production a déséquilibré la compétitivité des Etats-Unis sur les marchés agricoles mondiaux. Fait plus important, le niveau élevé des taux d'intérêt a augmenté le poids du service de la dette, en particulier pour ceux qui ont beaucoup emprunté lorsque les taux étaient plus bas. Les difficultés du service de la dette ont brusquement accru les liquidations d'exploitations. Du 1^{er} septembre 1984 au 31 mars 1985, les banquiers du Dixième District ⁽⁴⁾ estimaient le nombre de liquidations presque quatre fois supérieur à ce qu'ils considéraient comme normal, les liquidations partielles étant de six fois plus élevées que la normale.

Baisse des valeurs d'actifs

La valeur des actifs agricoles s'est plus détériorée dans les années 80 que jamais depuis la Grande Dépression. Au niveau national, les valeurs des terres ont été à leur apogée en 1982 et ont décliné de 18 % depuis lors (fig. 4). La baisse a été encore plus considérable dans de nombreuses régions. Certaines zones ont vu une baisse de 60 %. Dans le Dixième District, les valeurs des terres sont de 46 % au-dessous de leur maximum de 1981 ⁽⁵⁾. Et le rythme de la valeur des actifs s'est accéléré depuis un an et demi. Dans le Dixième District, le prix des terres est tombé de 22 % entre octobre 1984 et octobre 1985.

Dollars/acre

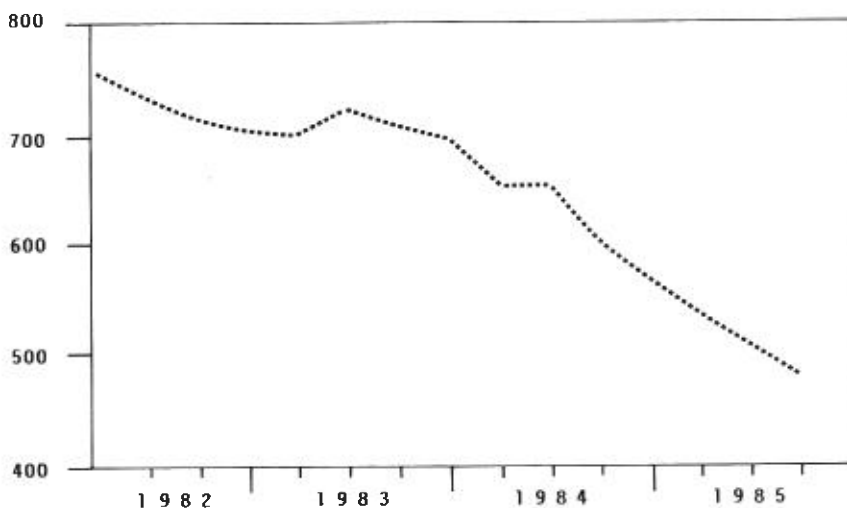


Figure 4. Valeur des biens fonciers agricoles du Dixième District (terres non irriguées).

Source : Federal Reserve Bank de Kansas City

⁽⁴⁾ Cette région de sept Etats comprend le Missouri, le Kansas, le Nebraska, l'Oklahoma, le Colorado, le Wyoming et le Nouveau-Mexique.

⁽⁵⁾ Les chiffres concernant le Dixième District proviennent du *Survey of Agricultural Credit Conditions*, enquête trimestrielle menée par la Federal Reserve Bank de Kansas City.

La baisse du prix des terres s'est ajoutée à la contrainte financière des exploitants en érodant leur assiette financière et leurs réserves de crédit. Les valeurs foncières ayant continué de diminuer, de plus en plus d'emprunteurs se trouvent dans l'impossibilité de faire face aux engagements existants, sinon en restructurant leurs emprunts ou en vendant leurs actifs. Et ces deux alternatives sont de plus en plus difficiles à réaliser dans un marché foncier en dégradation. Pour les organismes prêteurs, la détérioration de la solvabilité des emprunteurs agricoles place de plus en plus de prêts dans des catégories préoccupantes - situation qui à son tour entraîne les créanciers dans une action plus soutenue pour liquider les prêts litigieux.

Mais, dans un marché foncier déprimé, les biens acquis par saisie ou confiscation ne peuvent être vendus qu'avec une moins-value importante. De ce fait, si l'on considère les problèmes que rencontrent les emprunteurs pour le service de leur dette et les perspectives de perte si la propriété est vendue, il n'est pas surprenant que le nombre de créances perdues se soit dramatiquement accru pour la quasi totalité des organismes prêteurs.

Si l'on se fonde sur les revenus monétaires actuels rapportés à la valeur des terres, il apparaît que les valeurs pourraient baisser encore considérablement. Et si les prix des productions végétales venaient à diminuer encore par rapport au niveau actuel, en fonction de la faiblesse générale du marché, les valeurs du foncier pourraient subir une nouvelle pression significative à la baisse. Les prix obtenus par les agriculteurs américains, en décembre 1985, étaient de 5 % plus bas qu'un an auparavant. De nouvelles baisses compliqueront encore davantage les problèmes de crédit, pour les prêteurs comme pour les emprunteurs.

CONCLUSIONS

L'agriculture américaine se trouve à mi-chemin d'une phase d'ajustement difficile mais nécessaire. La cause essentielle de la crise financière actuelle réside dans l'inflation excessive des années 70. Les difficultés financières résultant du ralentissement de la croissance mondiale, d'une concurrence internationale plus vive et d'une plus grande stabilité des prix, placent les agriculteurs, leurs créanciers et l'industrie agroalimentaire dans une situation très tendue.

La complexité et la gravité des problèmes actuels permettent de penser qu'il n'existe pas de solution rapide. Plus précisément, la restauration de la prospérité agricole aux Etats-Unis dépend de différents éléments : meilleur équilibre dans la politique économique globale, politique agricole plus orientée selon le marché, à l'intérieur du pays comme dans les autres Etats, croissance économique plus vigoureuse dans le Tiers Monde. Jusqu'au moment où ces conditions apparaîtront et se confirmeront, la période d'ajustement en cours promet de se prolonger et de rester turbulente pour l'agriculture américaine.